

PROJET DE DELIBERATION

STATION D'EPURATION DE CAVIGNAC TRAVAUX D'EXTENSION DE LA CAPACITE

PROCEDURE NEGOCIEE LANCEMENT DE LA CONSULTATION



Le système d'assainissement de CAVIGNAC est autorisé par Arrêté Préfectoral SEN 2020/02/28-026 pour une capacité de 1500 Equivalents Habitants. Le débit de référence considéré est de 270 m3/j et la charge polluante (en DBO5) de 90 kg/j.

Lors du débat d'orientations budgétaires du mois de décembre 2018, la décision d'engager une étude relative à l'extension de sa capacité a été validée.

En effet, malgré la déconnexion de SAINT MARIENS, les équipements existants ne peuvent pas supporter l'évolution démographique et urbanistique récente de la Commune de CAVIGNAC et le raccordement envisagé de deux Hameaux de la Commune de CEZAC.

Considérant la délibération n° 2019/35 relative à la décision d'étudier l'extension de la capacité de la station d'épuration de CAVIGNAC et à l'élaboration du dossier loi sur l'Eau ;

Vu l'étude d'avant-projet établie en janvier 2023 par le Cabinet MERLIN qui fixe à 3.500 Equivalents-Habitants la capacité de l'ouvrage de traitement ;

Considérant que les obligations réglementaires liées au milieu récepteur - la Saye – ont nécessité la recherche de solutions techniques de traitement adaptées et acceptables ;

Considérant la solution finale présentée en décembre 2025 aux services de l'AGENCE DE L'EAU ADOUR-GARONNE et de la DIRECTION DEPARTEMENTALE ET DE LA MER qui satisfait un niveau de rejet compatible avec le milieu récepteur et prévoit une solution complémentaire dans l'hypothèse d'une diminution du débit d'étiage de la Saye ;

Considérant que l'opération est inscrite au budget primitif 2026 sous forme d'autorisation de programme et de crédits de paiement ;

Vu l'Article L 1212-1 du Code de la Commande Publique qui dispose que les entités adjudicatrices sont les pouvoirs adjudicateurs qui exercent une des activités d'opérateur de réseaux définies à l'article L 1212-3 ;

Vu l'Article L 1212-3-1° du Code de la Commande Publique qui dispose que sont des activités d'opérateur de réseaux "*la mise à disposition, l'exploitation ou l'alimentation de réseaux fixes destinés à fournir un service au public dans le domaine de la production, du transport ou de la distribution d'eau potable*" ;

Vu l'Ordonnance n° 2018-1074 du 26 Novembre 2018 portant partie législative du Code de la Commande Publique ;

Vu le Décret n° 2018-1075 du 3 Décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la Commande Publique ;

Vu le Code de la Commande Publique ;

Vu l'avis relatif aux seuils de procédure formalisée applicable à partir du 1er janvier 2026 annexé au Code de la Commande Publique paru au Journal Officiel n° 0010 du 13 janvier 2026 qui fixe le montant travaux à 5.404.000 € HT ;

Vu l'article R 2124-1 du Code de la Commande Publique qui dispose que l'acheteur passe son marché selon l'une des procédures formalisées lorsque la valeur estimée du besoin est égale ou supérieure aux seuils européens figurant dans l'avis précité ;

Vu l'article L 2124-3 du Code de la Commande Publique ;

Vu les articles R 2124-4, R 2161-21 à R 2161-23 du Code de la Commande Publique portant sur la procédure avec négociation applicable aux entités adjudicatrices ;

Vu la politique de soutien des collectivités mise en œuvre par les services de l'Etat au titre de la Dotation d'Equiperment des Territoires Ruraux (DETR) et de la Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL) ;

Vu la délibération n° DL/CA/24-52 prise par le conseil d'administration de l'AGENCE DE L'EAU ADOUR-GARONNE réuni le 10 octobre 2024, consolidée en séance du 3 juillet 2025 par délibération n° DL/CA/25-22 fixant, dans le cadre du XIIème programme pluriannuel d'intervention, pour la période du 1^{er} Janvier 2025 au 31 Décembre 2030, les modalités et conditions d'attribution des aides en matière de "réduction des pollutions domestiques et pluviales" ;

Le Président propose :

- de lancer une consultation, selon la procédure avec négociation, en vue de la passation d'un marché de travaux relatif à l'extension de la capacité de la station de traitement des eaux usées de CAVIGNAC à 3.500 Equivalents Habitants
- de solliciter les aides financières de l'ETAT et de l'AGENCE DE L'EAU ADOUR GARONNE.

Le conseil syndical, après en avoir délibéré :

- 1.** Autorise le Président à engager les démarches et à signer tous documents nécessaires à la passation d'un marché de travaux portant sur l'extension de la capacité de la station de traitement des eaux usées de CAVIGNAC à 3.500 Equivalents Habitants.
- 2.** Autorise le Président à lancer une consultation, selon la procédure avec négociation, en application des Articles L 2124-3, R 2124-4, R 2161-21 à R 2161-23 du Code de la Commande Publique.
- 3.** Demande au CABINET D'ETUDES MERLIN, maître d'œuvre, de préparer le dossier de consultation des entreprises.

4. Précise que cette consultation s'adresse aux entreprises spécialisées dans les travaux de génie civil et d'équipements de stations d'épurations des eaux usées disposant des qualifications et certifications nécessaires à la réalisation de travaux de qualité dans le respect des normes et réglementations en vigueur.
5. Dit que la dépense est inscrite au budget primitif du service public de l'assainissement de l'exercice 2026.
6. Sollicite l'aide financière qui pourrait être octroyée par l'Etat dans le cadre de la Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux (DETR) ou de la Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL).
7. Sollicite l'appui technique et l'accompagnement financier de l'AGENCE DE L'EAU ADOUR-GARONNE.